

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Quelques vérités embarrassantes

par Aurélien Boutaud

La récente Conférence de Johannesburg a remis sur le devant de la scène la notion de développement durable. Pourtant, force a été de constater que la situation mondiale n'avait fait qu'empirer au cours des dix dernières années. Un constat d'échec sur lequel il n'est pas inutile de revenir, ne serait-ce que pour rappeler quelques vérités bien gênantes à propos de ce concept.

La première de ces vérités consiste à admettre qu'il n'existe pas de consensus sur ce que recouvre la notion de développement durable. Les spécialistes du sujet classent les acceptions du terme sur une échelle qui va de la théorie de la « durabilité faible » (théorie néoclassique) à celle de la « durabilité forte » (approche écosystémique). Entre ces deux extrêmes, la définition la plus consensuelle et la plus largement admise est celle donnée en 1987 par la Commission Mondiale sur l'Environnement et le Développement (CMED), qui décrit le développement durable comme celui qui «répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs » (1).

Trouver les bons indicateurs

Ainsi présenté, le développement durable reste encore très indistinct. Admettons néanmoins, sur le modèle du rapport de la CMED, qu'il s'agit de promouvoir un développement humain, reflétant les aspirations des générations actuelles, qui soit écologiquement durable, c'est à dire qui pérennise le support de vie et de dévelop-

pement des générations futures (2). Afin de rendre les contours du concept plus précis, un jeu assez simple consiste à évaluer les performances d'un certain nombre de nations du globe.

Pour ce faire, deux indicateurs, largement admis et stabilisés au niveau international, peuvent être choisis : l'indicateur de développement humain (IDH) et l'empreinte écologique (3). Ainsi, croisant sur un même graphique ces deux données, et traçant les seuils de « développement acceptable » (4) et de « durabilité écologique », on parvient à construire une grille d'évaluation sur laquelle apparaît l'objectif à atteindre : un niveau de développement humain à la fois satisfaisant... et écologiquement durable !

Tous perdants !

Sur cette base, le schéma ci-dessous représente les performances, en matière de développement durable, d'un échantillon de 49 nations (5).

(1) Commission Mondiale sur l'Environnement et le Développement (1988) *Notre avenir à tous* (Rapport Brundtland), Ed. du Fleuve.

(2) L'idée de présenter le développement durable à travers les théories de la négociation comme la recherche d'une position gagnant-gagnant entre environnement et développement a été développée par ailleurs : **A. Boutaud** (2002) *Le développement durable, entre construction coopérative et appropriation compétitive : une valeur nouvelle issue de la négociation internationale*, Rapport de thèse à l'ADEME : <http://www.agora21.org/publications/ademe-boutaud.pdf>

(3) Rappelons que l'empreinte écologique est un indicateur qui permet d'évaluer la surface théorique de sol productif nécessaire à une population pour répondre à sa consommation et à ses besoins d'absorption de déchets.

(4) Seuil moyen fixé par les Nations unies à 0.800 pour l'IDH.

(5) Calcul réalisé en 1997 par *Redefining Progress*, données disponibles sur internet :

http://www.rprogress.org/resources/nip/ef_rank_hectares.html

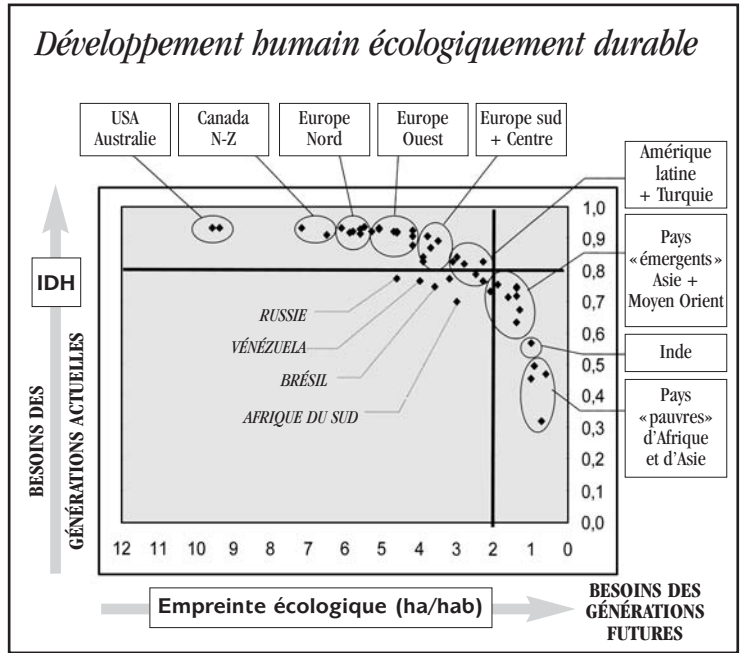
– Les données sur le développement humain sont éditées par les Nations unies : <http://hdr.undp.org/>



La première évidence qui saute aux yeux est sans appel : aucune nation ne réussit à atteindre un niveau de développement humain élevé tout en gardant un impact environnemental inférieur au seuil de durabilité écologique. À ce petit jeu, il semble donc que tout le monde soit perdant...

Dans un deuxième temps, la courbe tend à s'infléchir : l'impact écologique augmente plus rapidement que le niveau de développement humain. Ce phénomène empêche les pays « émergents » d'atteindre l'état de développement durable puisque, pour passer à un stade de développement humain

On laissera le lecteur apprécier et commenter par lui-même les résultats ainsi obtenus sur le graphique. Les pays les plus peuplés, l'Inde et la Chine en particulier, se maintiennent pour l'instant en dessous du seuil de durabilité écologique, ce qui signifie que la majorité de la population mondiale garde un mode de vie qui est encore « écologiquement durable ». Inversement, si l'intégralité de l'humanité se mettait à consommer sur le modèle états-unien, il faudrait l'équivalent de quatre à cinq planètes comme la Terre pour soutenir un tel rythme de prédation de manière pérenne.



Le « développement classique » : une courbe de rendement décroissant

Autre conclusion intéressante : on voit clairement apparaître, sur le graphique ainsi obtenu, ce qu'on pourrait appeler la « voie du développement classique ». Ce cheminement, qui mène des pays les plus « pauvres » vers le « modèle » que représentent les États-Unis et l'Australie, montre que, dans les premières phases d'évolution, le niveau de développement humain augmente beaucoup plus rapidement que ne croît l'impact écologique lié à ce développement.

supérieur, ils vont avoir tendance à privilégier des modes de vie et de consommation davantage prédateurs de ressources.

Enfin, le stade ultime marque un rabattement presque total de la courbe (caractéristique propre aux courbes de rendement décroissant) : à partir d'un indice de développement humain atteignant 0.900, les progrès en matière de développement ne se font qu'au prix d'une très forte augmentation de l'empreinte écologique. Au-delà d'un IDH de 0.850, c'est essentiellement la course à la croissance économique qui est à mettre en cause dans l'agrandissement considérable de l'empreinte écologique, alors que le niveau de développement humain stagne. Un phénomène que J.K. Galbraith stigmatisait déjà il y a plus

de trente ans en affirmant que, « lorsque les besoins les plus fondamentaux sont satisfaits, l'expansion ne présente naturellement plus le même caractère d'urgence. On insiste moins alors sur l'acier et les céréales panifiables et davantage sur les chariots électriques des joueurs de golf et sur les brosses à dents électriques. (...) Comme la croissance économique consiste de plus en plus à produire des articles de luxe, nous avons réussi à faire de l'aptitude à jouir du luxe un indice de la vertu nationale (6) ». Et peu importe, dès lors, si l'assouvissement de cette jouissance passe par le sacrifice des ressources naturelles et des générations futures.

Cette conclusion permet de faire le lien avec une autre leçon à tirer de cet exercice, à savoir que les voies du développement durable sont aussi nombreuses et multiformes que la voie du développement classique semble, de son côté, unique et uniforme. En particulier, il est intéressant de noter que l'effort de développement socio-économique que les pays les plus pauvres devraient fournir pour se « développer » n'est finalement pas plus important que l'effort auquel les pays les plus riches devraient se soumettre pour devenir « écologiquement durables ».

Et c'est sans doute pour cette dernière raison que le modèle d'évaluation proposé ici ne sera jamais adopté : parce que, derrière son aspect pourtant éminemment consensuel et lisible, voire ludique, il remet fondamentalement en cause la hiérarchie des pays telle qu'elle s'est établie depuis les débuts de la colonisation du monde par l'Occident. Considérer que les pays d'Amérique du Nord ou d'Europe de l'Ouest sont aussi éloignés de l'objectif de développement durable que le sont des pays comme l'Inde ou le Bangladesh, voilà qui n'est guère orthodoxe (7). Et voilà qui remet en

cause de façon bien trop virulente la politique de développement prônée par le FMI et la Banque mondiale dans nombre de pays du « Sud » !

On comprend alors mieux pour quelles raisons on a pu assister, au cours des dix dernières années, à une multiplication des efforts visant à maquiller le développement durable pour le faire apparaître sous un visage plus conforme à la hiérarchie traditionnelle (8). Mais qui est dupe ? Après tout, le fait de contrebalancer l'hégémonie de l'économie par la prise en compte des limites imposées par les ressources naturelles, voilà une idée qui n'est pas neuve. C'est finalement à peu de choses près ce que remarquait Gandhi lorsqu'il affirmait qu'il y avait « suffisamment de ressources sur la planète pour répondre aux besoins de tous, mais pas assez pour satisfaire le désir de possession de chacun ». Mais c'est également cette idée que le président des États-Unis avait rigoureusement refusé d'envisager, il y a de cela dix ans, à Rio de Janeiro, lorsqu'il déclarait à son tour que « le mode de vie des Américains ne saurait faire l'objet de négociations ». Pas étonnant, dès lors, que depuis dix ans la situation de la planète n'ait fait qu'empirer.

Aurélien Boutaud

*Doctorant en sciences de la Terre
et de l'Environnement
Chargé d'études à
RhônAlpénergie-Environnement*

(6) J.K. Galbraith, cité par G. Morice (1972) *La croissance économique, une illusion comptable*, Ed. J-J. Pauvert, 92 p.

(7) La question de la démocratie a été ici éludée. Notons qu'il serait sans doute intéressant de mettre en balance empreinte écologique et niveau de démocratie...

(8) À ce propos, se référer aux résultats de l'*Environmental Sustainability Index* établi par le Forum Economique Mondial de Davos : <http://www.ciesin.columbia.edu/indicators/ESI/>